

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

UCANSS_25AC07

**PRESTATIONS DE SERVICES D'ACHEMINEMENT ET DE
DISTRIBUTION DE COURRIERS POUR LE COMPTE DES CENTRES
ÉDITIQUES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE**

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET, PROCÉDURE, ALLOTISSEMENT ET FORME DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 2 : DURÉE DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 3 : PARTIES CONTRACTANTES.....	5
ARTICLE 4 : PIÈCES CONTRACTUELLES	6
ARTICLE 5 : LIEUX D'EXÉCUTION	6
ARTICLE 6 : CONTENU DES PRESTATIONS.....	6
ARTICLE 7 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	7
7.1. Instance de suivi de l'accord-cadre	7
7.2. Représentant et correspondants du Titulaire	7
7.3. Réunion de lancement.....	7
7.4. Passation des bons de commande.....	7
7.5. Délais d'exécution	8
7.6. Clause environnementale.....	8
7.7. Clause sociale	8
7.8. Suivi des prestations	8
ARTICLE 8 : VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 9 : LES PRIX	9
9.1. Forme et contenu des prix.....	9
9.2. Révision des prix	9
9.3. Clause de sauvegarde	9
ARTICLE 10 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT	9
10.1. Échéancier des paiements	9
10.2. Présentation des factures.....	9
10.3. Modalités de transmission des factures.....	10
10.4. Délai de paiement et intérêts moratoires	10
ARTICLE 11 : AVANCE.....	11
ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE	11
ARTICLE 13 : CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES	11
ARTICLE 14 : PÉNALITÉS ET SANCTIONS.....	11
14.1. Pénalités de retard	12
14.2. Pénalités pour perte ou avarie des envois postaux confiés	12
14.3. Pénalités pour travail dissimulé	12
14.4. Pénalités pour non-respect de la clause sociale ou de la clause environnementale	12
14.5. Méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données personnelles.....	12
14.6. Pénalités en cas de non-respect des exigences de sécurité des systèmes d'information	13
14.7. Pénalités en cas de retard dans la transmission des données de l'état statistique semestriel.....	13
ARTICLE 15 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA SOUS-TRAITANCE	13
ARTICLE 16 : CONFIDENTIALITÉ.....	15
ARTICLE 17 : SÉCURITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES.....	15
Article 17.1. Qualification des responsabilités sur la protection des données	16
Article 17.2. Description du traitement de données à caractère personnel	16
Article 17.3. Obligation de protection de l'information, de maintien en condition de sécurité et de gestion des données	17
ARTICLE 18 : MODIFICATIONS DANS L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	18
ARTICLE 19 : CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE	19
19.1. Dispositions générales	19
19.2. Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique.....	19
19.3. Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique....	19

ARTICLE 20 : RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE.....	20
ARTICLE 21 : ASSURANCE	20
ARTICLE 22 : LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ	20
ARTICLE 23 : RÉGULARITÉ DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE – DISPOSITIF DE VIGILANCE	21
ARTICLE 24 : RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE.....	22
24.1. Résiliation aux torts du Titulaire.....	22
24.2. Résiliation du fait de l'UCANSS.....	22
ARTICLE 25 : DROIT ET LANGUE	23
ARTICLE 26 : LITIGES.....	23
ARTICLE 27 : PRESTATIONS SIMILAIRES	23
ARTICLE 28 : STATISTIQUES ET SUIVI DE L'ACCORD-CADRE.....	23
ARTICLE 29 : DÉROGATIONS AU C.C.A.G.-F.C.S.....	24

ARTICLE 1 : OBJET, PROCÉDURE, ALLOTISSEMENT ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet des Prestations d'acheminement et de distribution de courriers pour le compte des centres éditiques de la Sécurité sociale.

En application des dispositions de l'article L. 224-5 du Code de la Sécurité sociale, de l'article L. 2113-2 du Code la commande publique et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité sociale, l'UCANSS, centrale d'achat au sens du Code susvisé conclut cet accord-cadre.

La procédure de consultation utilisée est la procédure adaptée, en application des dispositions des articles L. 2123-1-2° et R. 2123-1-3° du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2123-1-3° du Code de la Commande Publique, le présent accord-cadre est passé sous la forme d'un marché à procédure adaptée justifiée par son objet qui concerne les services sociaux et autres services spécifiques tels que définis dans l'avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques publié au JORF n°0077 du 31 mars 2019.

La technique d'achat choisie est l'accord-cadre en vertu de l'article L. 2125-1-1° du Code de la commande publique.

Sur la base de l'article L. 2113-11 du Code de la commande publique, l'UCANSS a décidé de pas allouer le marché pour les motifs suivants :

- en cas d'allotissement, l'UCANSS ne serait pas en mesure d'assurer le pilotage du marché, 1° de l'article L. 2113-11 du Code de la commande publique :

- l'allotissement rendrait le pilotage et l'exécution du marché extrêmement complexes, en raison de la dispersion géographique des centres éditiques et de la couverture nationale et internationale attendue ;

- en cas d'allotissement, l'exécution des prestations serait rendue techniquement plus difficile, 2° de l'article L. 2113-11 du Code de la commande publique :

- le recours à plusieurs titulaires impliquerait une multiplication des interfaces, systèmes de suivi, bordereaux et remontées d'information, nuisant à la lisibilité et à la réactivité du dispositif ;

- les prestations requises (suivi, retours dématérialisés, AR électronique, etc.) nécessitent une solution unifiée, difficilement déployable via plusieurs lots (si cela engendrerait des difficultés techniques) ;

- la réglementation postale (loi du 9 février 2010) impose une autorisation ARCEP pour les services de distribution : seuls quelques opérateurs disposent d'une autorisation nationale, limitant la pertinence d'un allotissement géographique ;

- aucun opérateur local ne peut couvrir à lui seul l'ensemble du territoire national et des destinations internationales ; un allotissement exclurait donc des pans entiers du besoin ;

- un allotissement géographique ou technique ne permettrait pas d'assurer un service homogène et fiable sur l'ensemble des flux et des zones de distribution ;

- en cas d'allotissement, l'exécution des prestations serait rendue financièrement plus coûteuse, 2° de l'article L. 2113-11 du Code de la commande publique :

- l'objectif est de réaliser des économies sur la globalité de l'accord-cadre : l'effet de massification permet de réduire les coûts d'acheminement, de gestion et de traitement.

L'accord-cadre est mono-attributaire et à bons de commande au sens des articles R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2162-4-2° du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum sur sa durée ferme de deux ans de 300 000 000,00 € H.T. Les mêmes dispositions s'appliquent en cas de reconduction.

ARTICLE 2 : DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de deux ans à compter du 1^{er} janvier 2026 ou à compter de sa date de notification matérialisée par la date de réception électronique de la copie de l'accord-cadre adressée au titulaire si celle-ci est postérieure au 1^{er} janvier 2026.

A la date anniversaire de l'accord-cadre, il pourra être reconduit une fois pour une nouvelle durée de deux ans par tacite reconduction. Dans la mesure où l'UCANSS ne souhaiterait pas reconduire l'accord-cadre, elle devra en informer par lettre recommandée avec accusé de réception le Titulaire deux mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

La durée totale de l'accord-cadre ne pourra pas excéder quatre ans.

Le titulaire de l'accord-cadre ne pourra ni refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.

ARTICLE 3 : PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- L'UCANSS, représentée par sa Directrice, Isabelle BERTIN, et en son absence ou empêchement son Directeur Délégué Monsieur Jean-Charles GILLET ;
- L'entreprise titulaire de l'accord-cadre désignée dans le présent C.C.A.P. par l'expression « le Titulaire ».

En application des dispositions de l'article L. 224-5 du Code de la Sécurité sociale, de l'article L. 2113-2 du Code de la commande publique et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité sociale, l'UCANSS, centrale d'achat au sens du Code susvisé, conclut cet accord-cadre pour le compte des organismes de rattachement des centres éditiques industriels et semi industriels des branches maladie, retraite, famille et vieillesse et recouvrement du régime général et du régime agricole de la Sécurité sociale, ci-après désignés « organisme de rattachement » ou « organisme ».

Les bons de commande sont passés par les organismes de rattachement des centres éditiques. La liste des centres éditiques et de leurs organismes de rattachement figure au C.C.T.P.

La liste des centres éditiques et de leurs organismes de rattachement, bénéficiaires de l'accord-cadre, peut évoluer par retrait ou adjonction de nouveaux sites pendant toute sa durée. L'UCANSS communique au Titulaire la modification de la liste par courrier électronique et précise sa date d'entrée en vigueur. Il est explicitement convenu que cette modification ne constitue pas une modification substantielle de l'accord-cadre (Cf. article 18.1 ci-dessous).

ARTICLE 4 : PIÈCES CONTRACTUELLES

L'accord-cadre est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

-
- l'ATTRI1 (acte d'engagement) du Titulaire ;
- la grille tarifaire (catalogue des prix du candidat), annexe 1 de l'ATTRI1 ;
- le questionnaire de conformité RGPD, annexe 2 de l'ATTRI1 ;
- l'annexe RGPD, annexe 3 de l'ATTRI1 ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et son annexe – recensement des données de facturation du Titulaire ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G.-F.C.S.), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du Titulaire (cadre de de présentation du mémoire technique) ; annexe 4 de l'ATTRI1 ;
- les actes de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

A l'exception du CCAG-FCS publié au Journal Officiel de la République Française (<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043310341>) seuls font foi les originaux des pièces ci-dessus conservées dans les archives de l'UCANSS.

Les dérogations au C.C.A.G.-F.C.S. sont précisées dans le dernier article du présent C.C.A.P.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs de l'accord-cadre, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus durant l'exécution de l'accord-cadre n'est admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les stipulations incluses dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

ARTICLE 5 : LIEUX D'EXÉCUTION

Les prestations sont prises en charge dans les locaux du Titulaire en France métropolitaine hors Corse.

Les courriers sont acheminés et distribués sur tout le territoire métropolitain, Corse comprise, les DROM (Martinique, Guadeloupe, Guyane, la Réunion et Mayotte) et à l'étranger (Cf. volumétrie 2024 au point 1.5 du C.C.T.P.).

Les réunions prévues aux articles 7.3. et 7.7 ci-dessous se déroulent au siège de l'UCANSS à Montreuil (93) ou par visioconférence.

Des réunions peuvent également se dérouler dans les locaux des centres éditiques industriels et semi industriels ou de leurs organismes de rattachement et les locaux du titulaire.

ARTICLE 6 : CONTENU DES PRESTATIONS

Les prestations demandées sont décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) de l'accord-cadre.

ARTICLE 7 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

7.1. Instance de suivi de l'accord-cadre

L'UCANSS met en place une instance de pilotage et de suivi de l'accord-cadre. Sa composition précise sera communiquée au Titulaire à la notification de l'accord-cadre.

7.2. Représentant et correspondants du Titulaire

Dès la notification de l'accord-cadre, le Titulaire désigne sur la base de son offre un représentant interlocuteur privilégié de l'UCANSS. Il représente le Titulaire aux réunions avec l'instance de pilotage de l'UCANSS auxquelles il est convié (Cf. articles 7.3. et 7.7 ci-dessous). Il dispose des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions engageant le Titulaire conformément à l'article 3.4.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

Dès notification de l'accord-cadre, le Titulaire désigne sur la base de son offre les correspondants privilégiés des Centres d'éditions industriels et semi industriels et de leurs organismes de rattachement (Cf. article 4.3 du C.C.T.P.).

7.3. Réunion de lancement

La réunion de lancement décrite à l'article 4.4 du C.C.T.P. est organisée dans les 15 jours suivant la notification de l'accord-cadre au Titulaire.

7.4. Passation des bons de commande

Par dérogation à l'article 3.7.1 du C.C.A.G.-F.C.S., les bons de commande sont notifiés au Titulaire par les organismes de rattachement des centres éditiques industriels et semi industriels.

Chaque organisme émet en début d'année un bon de commande prévisionnel annuel sur la base d'une estimation des prestations à réaliser. Ce bon de commande ne constitue pas un engagement ferme de l'organisme. La non-réalisation des quantités indiquées ne peut donner lieu à une demande d'indemnisation par le titulaire.

Chaque bon de commande comprend *a minima* les informations suivantes :

- Le nom, numéro SIRET et adresse du Titulaire ;
- la référence de l'accord-cadre ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date de son émission ;
- le centre éditique pour lequel les prestations sont effectuées ;
- les dénominations et quantités prévisionnelles de chaque prestation demandée ;
- L'adresse et les modalités de facturation.

Les bons de commande peuvent porter sur tous les éléments de l'offre du titulaire.

En cas de dépassement des quantités prévisionnelles annuelles, un bon de commande complémentaire sera notifié au Titulaire.

Aucun bon de commande ne pourra être émis à la date d'expiration de l'accord-cadre. L'exécution des bons de commande émis dans le respect des délais doit être honorée même si le terme du contrat est dépassé. La limite d'exécution des bons de commande est fixée à 3 mois au-delà de la date de validité de l'accord-cadre.

7.5. Délais d'exécution

Les délais d'acheminement des envois confiés au Titulaire sont ceux précisés dans son offre. Ils ne peuvent pas être trop éloignés des délais indicatifs du C.C.T.P.

7.6. Clause environnementale

Outre les dispositions visées à l'article 6 du CCTP, le titulaire doit mettre en œuvre des modes de traitement des prestations, notamment en matière d'acheminement, permettant de réduire leur impact CO², tels que décrits dans son offre.

Il produit annuellement à l'UCANSS, lors de la réunion de suivi annuel visée ci-dessous, un bilan des mesures mises en œuvre. Le retard dans la production de ce bilan expose le titulaire à l'application de la pénalité prévue à l'article 14.4 ci-dessous.

7.7. Clause sociale

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire s'engage à mettre en place une démarche en faveur de l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi.

À ce titre, il pourra notamment :

- Favoriser l'embauche de personnes en difficulté d'insertion (demandeurs d'emploi de longue durée, bénéficiaires de minima sociaux, personnes en situation de handicap, jeunes en difficulté, etc.) ;
- Proposer des actions de formation ou de montée en compétences pour ces publics ;
- Collaborer avec des structures d'insertion ou des entreprises adaptées (ESAT, entreprises d'insertion, etc.) ;
- Développer des initiatives favorisant l'inclusion sociale dans la chaîne de distribution et d'acheminement des courriers.

Le Titulaire précisera, dans un rapport annuel, les actions mises en place et les résultats obtenus. Ces éléments seront pris en compte lors de la réunion de suivi annuel visée ci-dessous.

Le retard dans la production de ce rapport expose le titulaire à l'application de la pénalité prévue à l'article 14.4 ci-dessous.

7.8. Suivi des prestations

Des réunions de suivi sont organisées au moins une fois par an entre l'instance de suivi et de pilotage mise en place par l'UCANSS et le Titulaire (Cf. article 4.4.2 du C.C.T.P.).

Les éléments de reporting à fournir chaque semestre et chaque année à l'UCANSS sont décrits à l'article 4.4 du C.C.T.P.

ARTICLE 8 : VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Cet article déroge aux articles 27 à 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les prestations sont vérifiées et admises par les centres éditiques.

Elles sont réputées admises par la certification du service fait sur les factures.

ARTICLE 9 : LES PRIX

9.1. Forme et contenu des prix

Les prestations objet de l'accord-cadre seront réglées par application des prix unitaires indiqués dans la grille tarifaire annexée à l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Ladite grille tarifaire est au moins aussi avantageuse que celle proposée par le Titulaire à l'ensemble de sa clientèle, dite grille tarifaire publique.

Conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S. les prix sont réputés complets. Ils comprennent toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations dont la participation aux réunions et la transmission des données de reporting, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix de l'accord-cadre sont exprimés hors T.V.A. Le règlement des prestations s'effectue en appliquant le cas échéant le taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur de la T.V.A.

9.2. Révision des prix

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date de remise des offres initiales, dit mois M0.

Les prix sont révisables, à la hausse comme à la baisse, par ajustement par rapport à la grille tarifaire publique du Titulaire.

Lorsque le Titulaire modifie sa grille tarifaire, il la transmet à l'UCANSS et aux centres de rattachement des centres éditiques industriels et semi industriels au moins 1 mois avant l'entrée en application des nouveaux prix.

9.3. Clause de sauvegarde

Au cas où l'augmentation moyenne des prix unitaires de l'accord-cadre dépasserait 5 % par rapport aux prix précédents, l'accord-cadre pourra être résilié unilatéralement par l'UCANSS dans les conditions de l'article 24.2 ci-dessous.

ARTICLE 10 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT

10.1. Échéancier des paiements

Les prestations sont réglées mensuellement à terme échu par chaque Branche/organisme de rattachement des centres éditiques sur présentation de facture selon les modalités que la Branche/organisme aura déterminées.

10.2. Présentation des factures

Outre les mentions légales, les factures mensuelles comportent les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du Titulaire ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le numéro du bon de commande ;

- l'identité de la Branche de rattachement ;
- les coordonnées des organismes émetteurs des bons de commande ;
- les quantités et prix unitaires HT des prestations réalisées ;
- le montant total HT de la facture ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total des prestations T.T.C. ;
- la date de facturation.

La première facture adressée devra être accompagnée d'un RIB ou d'un RIP original (et ce pour chaque organisme).

10.3. Modalités de transmission des factures

Les factures sont transmises selon les modalités précisées par chaque organisme de rattachement des centres éditiques industriels et semi industriels sur le bon de commande : soit via le service de dématérialisation des factures Chorus Pro, soit par courrier électronique, soit encore par courrier postal.

Pour les organismes utilisant Chorus Pro, le titulaire a le choix entre trois modes de transmission des factures :

1. Mode portail : le titulaire peut utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> afin de :
 - Déposer ses factures sur le portail ;
 - Saisir directement ses factures.
2. Mode service ou API (Application Programming Interface)
Chorus pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de la facture s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro tel que le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc.
3. Mode EDI (Échange de données informatisées).
Le titulaire peut envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Les factures dématérialisées comportent impérativement les références de l'accord-cadre, du bon de commande et le numéro SIRET de l'organisme émetteur du bon de commande.

10.4. Délai de paiement et intérêts moratoires

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de chaque facture.

Conformément à l'article L. 2192-13 du Code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue à l'accord-cadre ou à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles R. 2192-31 à 36 du Code de la commande publique.

En application de l'article D. 2192-35 du Code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Conformément à l'article R. 2192-31 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1^{er} jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

En application de l'article R. 2192-36 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont réglés au Titulaire dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du Titulaire.

ARTICLE 11 : AVANCE

Il est fait application de l'article B11.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

L'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant prévisionnel supérieur à 50 000 euros H.T. et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle est égale à 5 % du montant T.T.C. du bon de commande.

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au Titulaire. Il commence dès la première facture et doit en tout état de cause être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80 % du montant T.T.C. prévisionnel du bon de commande.

L'acte d'engagement du Titulaire indique s'il accepte ou renonce à l'avance.

ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie.

ARTICLE 13 : CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES

Les créances nées ou à naître dans le cadre des bons de commande passés sur la base du présent accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R. 2191-35 à R. 2191-62 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R. 2191-62 du Code de la commande publique est le Directeur Comptable et Financier de chaque organisme ou son représentant habilité.

ARTICLE 14 : PÉNALITÉS ET SANCTIONS

La voie amiable est systématiquement recherchée. Cependant, tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Chacun des manquements aux obligations définies dans le cadre du présent accord-cadre et peut donner lieu à application des pénalités.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités et ou de réfections. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Chaque organisme bénéficiaire applique les pénalités pour les prestations qui le concernent.

L'application de ces pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Le décompte des pénalités est notifié par l'organisme bénéficiaire au titulaire qui peut présenter ses observations à l'organisme bénéficiaire dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification de ce décompte.

Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

14.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S., les pénalités applicables au Titulaire en cas de retard dans la distribution des envois postaux qui lui sont confiés sont celles fixées à l'article R2-4 du Code des postes et communications électroniques.

14.2. Pénalités pour perte ou avarie des envois postaux confiés

Les indemnités dues par le titulaire en cas de perte ou d'avarie des envois postaux qui lui sont confiés sont celles fixées à l'article R2-1 du Code des postes et communications électroniques.

14.3. Pénalités pour travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées par l'UCANSS au Titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

Le montant des pénalités prévues au titre de l'accord-cadre est égal à 500 €.

L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

14.4. Pénalités pour non-respect de la clause sociale ou de la clause environnementale

En cas de retard dans la transmission du bilan annuel prévu à l'article 7.6 ci-dessus ou du rapport annuel prévu à l'article 7.7 ci-dessus, le Titulaire encourt l'application d'une pénalité de 100 euros par jour de retard.

14.5. Méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données personnelles

En cas de non-respect des obligations découlant de la réglementation en matière de protection des données personnelles et conformément aux éléments indiqués dans l'annexe du présent document complété en cours d'exécution, une pénalité forfaitaire de 5 000 € est appliquée et la CNIL notifiée.

14.6. Pénalités en cas de non-respect des exigences de sécurité des systèmes d'information

En cas de non-respect des obligations découlant de l'article concernant l'obligation de protection de l'information, de maintien en condition de sécurité et de gestion des données du présent document, une pénalité forfaitaire de 5 000 € est appliquée.

14.7. Pénalités en cas de retard dans la transmission des données de l'état statistique semestriel

En cas de retard de transmission de l'état statistique semestriel prévu à l'article 28 du présent C.C.A.P., le titulaire encourt après mise en œuvre du dispositif d'information prévu à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S., une pénalité de 100 euros par jour de retard entamé par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

ARTICLE 15 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA SOUS-TRAITANCE

Le régime de la sous-traitance est régi par les dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Le Titulaire de l'accord-cadre qui envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre devra en faire la demande à la Directrice de l'UCANSS.

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre est interdite.

La sous-traitance de certaines parties de l'accord-cadre est admise sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par la Directrice de l'UCANSS et l'agrément de ses conditions de paiement.

Si le Titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, l'accord-cadre sera résilié de plein droit à ses frais et risques.

Il est précisé que le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre vis-à-vis de l'UCANSS, des centres éditiques industriels et semi industriels et de leurs organismes de rattachement.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant :

- a - la nature des prestations sous-traitées ;
- b - le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c - le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d - les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix.
- e - les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné au chapitre 1^{er} du titre IV du Code de la commande publique.

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après la notification de l'accord-cadre, le Titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R. 2193-22 du Code de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions du chapitre 1^{er} du titre IX du Code de la commande publique s'appliquent à l'accord-cadre, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité de l'accord-cadre qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial de sous-traitance signé des deux parties. Les éléments figurant dans l'acte spécial de sous-traitance doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

Dispositions applicables aux sous-traitants :

Dans le cas de la prise en charge d'une partie de la prestation par un sous-traitant, le Titulaire devra préciser :

- l'organisation précise de la prestation ;
- les responsabilités de chacun, Titulaire et sous-traitant, le Titulaire restant seul responsable vis-à-vis de l'UCANSS et des centres éditiques industriels et semi industriels et leurs organismes de rattachement ;
- les références communes sur ce type de prestation.

En tout état de cause, une déclaration de sous-traitance devra être produite à l'UCANSS, qui se réserve le droit de refuser le sous-traitant si celui-ci ne devait pas apporter des garanties suffisantes pour assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité mentionnées à l'article 34 de la loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au RGPD.

En cas d'acceptation par l'UCANSS de la sous-traitance, le Titulaire s'engage à conclure un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent accord-cadre en matière de sécurité et de confidentialité et à le communiquer à l'UCANSS.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros T.T.C., le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'UCANSS, est payé directement par l'organisme émetteur du bon de commande pour la partie du bon de commande dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée à l'organisme au Titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé. Il libelle les factures au nom du Titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'organisme accompagnée du double des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le courrier a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part, à l'organisme.

En cas d'accord, le Titulaire de l'accord-cadre joint à la facture une attestation indiquant la somme à régler par l'organisme au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance. Il reprend dans la facture qu'il adresse à l'organisme pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

L'organisme procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par l'organisme de l'accord total ou partiel du Titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ou de l'expiration du délai mentionné de 15 jours, cité précédemment si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'organisme de l'avis postal attestant que le courrier a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'organisme informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

ARTICLE 16 : CONFIDENTIALITÉ

Il est fait application de l'article 5.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas utiliser les communications de toute nature concernant l'UCANSS ou les organismes émetteurs de bons de commande, les centres éditiques industriels à d'autres fins que celles relatives à l'exécution de l'accord-cadre et à les maintenir confidentielles.

Le Titulaire s'engage à ne divulguer aucune information susceptible de permettre à des tiers de connaître directement ou indirectement le détail des prestations demandées dans le cadre du présent accord-cadre.

Cette obligation devra être respectée pendant toute la durée de l'accord-cadre et sans limitation de durée après son expiration.

ARTICLE 17 : SÉCURITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et, en particulier :

- Le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, dit « Règlement général sur la protection des données », ci-après « RGPD » ;
- La Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Le décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 susmentionnée ;

Article 17.1. Qualification des responsabilités sur la protection des données

Les Parties reconnaissent que :

- L'UCANSS agit en tant que centrale d'achats et non en tant que responsable de traitement des données collectées et traitées des organismes interbranches et inter-régime de la Sécurité sociale dans le cadre de la mutualisation de l'éditique et inscrit dans le projet CEREUS (Concentration Et la Rationalisation Editique avec Unification des Services),
- Les organismes de rattachement des centres éditiques industriels et semi industriels de la sécurité sociale, visés à l'article L. 224-5 du Code de la Sécurité sociale, sont les responsables du traitement, au sens de l'article 4,7°) du RGPD, des données respectivement sur le périmètre de leurs opérations de traitement ;
- Le titulaire agit en qualité de sous-traitant du responsable du traitement, au sens de l'article 4, 8°) du RGPD ;
- L'ensemble des données mis à disposition par le responsable du traitement, ainsi que l'ensemble des données qui seraient collectées et enrichies par le sous-traitant, demeure la seule propriété pleine et entière du responsable du traitement.

Article 17.2. Description du traitement de données à caractère personnel

Conformément à l'article 28 relatif au « sous-traitant », alinéa 3, du RGPD, le contrat qui lie le sous-traitant au responsable du traitement définit l'objet, la durée et la finalité du traitement, ainsi que le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées par le traitement de leurs données.

Les finalité(s) du traitement sont la gestion de l'édition, la mise sous plis et l'affranchissement des documents éditiques de chaque caisse signataire à l'attention de ses usagers, selon deux modes de traitement : industriel et semi industriel et la gestion des plis physiques non distribués.

Les opérations de traitement sous-traitées réalisées sur les données à caractère personnel sont décrites à l'article 2 du C.C.T.P. (ÉTENDUE ET PÉRIMÈTRE DES PRESTATIONS).

Les catégories de personnes concernées par le traitement de leurs données sont les usagers des organismes bénéficiaires du marché.

Les catégories de données sous-traitées sont notamment les données d'identification et coordonnées postales.

Un document complémentaire, signé conjointement par le responsable de traitement et le prestataire, devenant ainsi sous-traitant au sens du RGPD, fixera le cadre précis dans lequel le sous-traitant se verra confier une partie de ces traitements.

Cette annexe (cf. modèle ci-joint) est complétée par l'organisme bénéficiaire dès la réunion de cadrage de la prestation avec le titulaire désigné, soit par application de la règle d'attribution des bons de commande, soit à la notification du marché subséquent.

Article 17.3. Obligation de protection de l'information, de maintien en condition de sécurité et de gestion des données

Le titulaire applique et fait appliquer à ses sous-traitants les clauses de sécurité du présent accord cadre. Il définit et applique une organisation de la sécurité afin de respecter l'ensemble des contraintes émises par les organismes bénéficiaires, responsable de traitement :

- Mise à disposition des politiques et procédures de sécurité du titulaire : Le titulaire met à disposition des documents relatifs aux politiques et procédures de sécurité à la demande des organismes bénéficiaires.

- Mise en œuvre d'une gestion de risques et son suivi : Le titulaire met en place une gestion des risques et assure un suivi permanent de son niveau de maîtrise de risques ainsi que du respect des politiques et règles de sécurité applicables sur le périmètre des prestations, y compris auprès de ses propres sous-traitants. Il assure la sécurité des réseaux et de l'exploitation ainsi que le traitement des incidents. Il avertit les organismes bénéficiaires de toute difficulté potentielle ou avérée.

- Incident de sécurité : Le titulaire informe sans délai l'organisme bénéficiaire et l'ANSSI de tout incident de sécurité affectant les données ou les outils de l'organisme bénéficiaire.

- Séparation des données des organismes bénéficiaires et des données d'autres clients : Le titulaire conserve et traite les données des organismes bénéficiaires de manière séparée de ses propres données ou de données d'autres clients du titulaire. Le titulaire doit restreindre l'accès aux données des organismes bénéficiaires suivant le principe de restriction au besoin d'en connaître.

- Modalités d'échanges d'informations : Le titulaire garantit que les modalités de stockage et d'échanges d'informations par mail permettent d'en assurer la confidentialité et l'intégrité. Le titulaire garantit que les supports échangés ou à connecter sur un SI des organismes bénéficiaires n'intègrent aucun code malveillant et ont fait l'objet d'un test d'innocuité positif.

- Détection des cyberattaques : le titulaire s'assure de la bonne installation et mise à jour d'outils de détection des cyberattaques sur tous les postes de travail et serveurs dont il est responsable dans le cadre de la prestation. La désactivation, même temporaire, des outils de détection des cyberattaques sur un serveur utilisé dans le cadre d'une prestation devra avoir été préalablement notifiée aux organismes bénéficiaires.

- Obligations pour les titulaires manipulant des informations des organismes bénéficiaires sur un SI externe aux organismes bénéficiaires : Lorsque le titulaire est amené à manipuler des organismes bénéficiaires sur un système d'information externe aux organismes bénéficiaires, les organismes bénéficiaires peuvent imposer des mesures complémentaires et requérir, par exemple, l'usage de solutions détenant un visa de sécurité de l'ANSSI ou ayant été audité par un prestataire qualifié par l'ANSSI.

- Systèmes d'information hébergeant des données des organismes bénéficiaires : Les données numériques que les organismes bénéficiaires considéreraient comme particulièrement sensibles, et qui lui seraient confiées, doivent faire l'objet d'un hébergement non exposé au droit extra-communautaire, et respectant – dans le cadre d'hébergement de type « informatique en nuage » - les exigences du référentiel SecNumCloud. A défaut de disposer une qualification SecNumCloud du système d'information en nuage, une analyse de risque détaillée de l'écart à ce référentiel sera produite.

Une attention toute particulière sera portée sur la protection face aux réglementations extracommunautaires susceptibles de porter atteinte à la confidentialité des données des organismes bénéficiaires. Le titulaire garantit l'hébergement des données des organismes bénéficiaires sur le territoire national, sauf accord de l'organisme bénéficiaire et dérogation dûment motivée et précisée. A la première demande de l'organisme bénéficiaire, le titulaire identifie tous les titulaires techniques hébergeant ou stockant les données et leurs copies, utilisées ou échangées en cours de marché ainsi que leur localisation. En cas de changement de localisation des données ou services, le titulaire en informe préalablement l'organisme bénéficiaire.

- Destruction et restitution des informations collectées par le titulaire : Le titulaire garantit la destruction des données utilisées dans le cadre de la réalisation des prestations après restitution de ces dernières aux organismes bénéficiaires. Au terme de l'exécution du marché ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai une copie de l'intégralité des données confiées dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai d'un mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

- Etat de l'art et suivi des alertes : Le titulaire garantit aux organismes bénéficiaires qu'il est conforme à l'état de l'art pour les services et objets numériques fournis dans le cadre des prestations. A la première demande, le titulaire fournit la preuve de cette conformité. Il précise alors les domaines concernés (interfaces web et courriels), les objets et bases d'information concernées (appareils connectés, sauvegardes de données, consoles d'administration).

Il doit à minima surveiller les avis de sécurité et les alertes diffusées par le CERT-FR (Centre gouvernemental de veille, d'alerte et de réponse aux attaques informatiques) et mettre en œuvre sans délai leurs recommandations, et en rendre compte aux organismes bénéficiaires. Plus d'information : <https://www.cert.ssi.gouv.fr/>

La mise en œuvre de ces mesures peut être contrôlée sur place par les organismes bénéficiaires qui peuvent également solliciter l'appui de l'ANSSI dans ces vérifications.

- Mise en œuvre des obligations réglementaires

Le titulaire développe toutes les mesures de sécurité qu'il propose de mettre en œuvre pour assurer l'intégrité et la continuité de l'hébergement des outils mis à disposition et des données ainsi que les modalités de gestion des incidents de sécurité et de déploiement des mises à jour de sécurité.

Le titulaire doit se conformer à la politique de chaque bénéficiaire en matière de sécurité des systèmes d'information. Les systèmes d'information et de communication de sûreté (systèmes de contrôle d'accès et détection d'intrusion, sécurité incendie, Gestion Technique de Bâtiment, vidéosurveillance...) entrent également dans le périmètre.

ARTICLE 18 : MODIFICATIONS DANS L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Conformément aux dispositions de l'article R. 2194-7 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

En conséquence, cette modification ne saurait, soit :

1° introduire des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;

2° modifier l'équilibre économique de l'accord-cadre en faveur du Titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans l'accord-cadre initial ;

3° modifier considérablement l'objet de l'accord-cadre ;

4° avoir pour effet de remplacer le Titulaire initial par un nouveau titulaire en dehors des hypothèses prévues à l'article R. 2194-6 du Code de la commande publique.

Un avenant sera mis en œuvre par l'UCANSS. Celui-ci adressée par email au Titulaire et fera l'objet d'une signature des deux parties.

ARTICLE 19 : CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

19.1. Dispositions générales

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'UCANSS, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du Titulaire pouvant influencer sur l'exécution de l'accord-cadre.

L'accord-cadre pourra être modifié après transmission des justificatifs par le Titulaire et après silence gardé par le pouvoir adjudicateur au-delà de 8 jours ouvrés à compter de cette réception sans qu'il soit besoin de l'acter par avenant.

19.2. Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception à l'UCANSS.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB, et, selon les cas, soit d'une copie du procès-verbal relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

19.3. Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, cession, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre l'UCANSS et le nouveau Titulaire.

La passation d'un avenant de transfert concrétise l'accord de l'UCANSS sur la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre par une nouvelle personne morale. Cet avenant comportera les signatures du cessionnaire et du cédant.

La nouvelle société devra apporter la preuve qu'elle peut assurer la continuité de l'accord-cadre.

L'UCANSS vérifie d'une part que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité de l'accord-cadre, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution de l'accord-cadre.

L'UCANSS est en droit de refuser le changement de Titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas trouver dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1, L. 2141-4 à L. 2141-5 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique.

ARTICLE 20 : RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE

Le Titulaire est responsable des conséquences dommageables des faits et actes commis, de son fait ou de celui de ses préposés, à l'occasion à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Sont entendus comme dommages, les dommages matériels directs que subiraient les biens et les agents de l'UCANSS ou centres éditiques industriels et semi industriels et leurs organismes de rattachement du fait des agissements des préposés du Titulaire, ainsi que les dommages causés aux tiers.

ARTICLE 21 : ASSURANCE

Le Titulaire déclare qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'accord-cadre l'assurance en cause et à avertir immédiatement l'UCANSS de toute difficulté qui pourrait survenir.

Le Titulaire devra en particulier veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations.

Il s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'UCANSS.

Dans le cas où l'UCANSS le demande, le Titulaire a l'obligation de fournir une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Si le Titulaire ne souscrit pas à cette obligation d'assurance, il est tenu de dédommager les organismes, ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auront pu survenir.

ARTICLE 22 : LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ

Conformément à l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, des pénalités d'un montant égal à 5 %

du montant hors taxes de l'accord-cadre (montant cumulé des bons de commande) lui seront infligées sous réserve qu'elles n'excèdent pas celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

L'UCANSS informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du Titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, enjoindra aussitôt le Titulaire de faire cesser cette situation. Le Titulaire ainsi mis en demeure devra apporter à l'UCANSS la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

L'UCANSS transmettra, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le Titulaire ou l'informerait d'une absence de réponse.

À défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai mentionné par l'UCANSS, cette dernière en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer les pénalités prévues par l'accord-cadre ou résilier celui-ci sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

ARTICLE 23 : RÉGULARITÉ DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE – DISPOSITIF DE VIGILANCE

En vertu des articles R. 2143-7 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, il sera demandé au Titulaire, de remettre à l'UCANSS tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution :

- les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat a souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale ou qu'il a acquitté les impôts, taxes contributions ou cotisations sociales exigibles. La liste de ces impôts, taxes, contributions et cotisations sociales devant donner lieu à la délivrance de ces certificats ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans l'arrêté 22 mars 2019 « fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique » modifié par l'arrêté du 17 mars 2021 ;

- la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-1, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance ;

- le cas échéant, les pièces mentionnées aux articles R.1263-12 et D. 8222-7 du Code du travail.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du Titulaire ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si les documents sont rédigés dans une autre langue que le français, le Titulaire devra joindre une traduction française de ces documents.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement, par e-attestation, à l'adresse suivante :

À défaut, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du Titulaire. Ainsi l'UCANSS pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire.

ARTICLE 24 : RÉILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre pourra faire l'objet d'une résiliation dans les conditions fixées au chapitre 7 du C.C.A.G.-F.C.S.

24.1. Résiliation aux torts du Titulaire

La résiliation pourra être prononcée pour faute unilatéralement et sans indemnité dans les conditions de l'article 41 du C.C.A.G.-F.C.S., et notamment :

- En cas de non-respect des dispositions contractuelles générales dans le cadre de l'exécution des prestations ;
- En cas de non-respect de l'obligation de confidentialité décrite à l'article 16 du présent C.C.A.P. ;
- En cas de non-respect des obligations de respect des données personnelles décrites à l'article 17 du présent C.C.A.P. ;
- En cas de non-respect de l'obligation d'information de changement de situation prévue à l'article 19 du présent C.C.A.P. ;
- En cas de manquements aux formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail ;
- En cas d'inexactitude ou de refus de produire les documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-7 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

Tout autre cas de résiliation aux torts du Titulaire est prévu par l'article 41 du C.C.A.G.-F.C.S.

La décision de résilier l'accord-cadre aux torts du Titulaire est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, elle mentionne la date à laquelle la résiliation prend effet.

Dans les cas prévus à l'article 41.2 du C.C.A.G.-F.C.S., une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et précise le manquement aux obligations contractuelles et mentionne la sanction envisagée. Si la mise en demeure est infructueuse, l'accord-cadre est résilié par l'UCANSS, aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

De plus, l'UCANSS se réserve le droit de passer, aux frais et risques du Titulaire, un marché pour l'exécution de tout ou partie des prestations non réalisées dans le cadre du présent accord-cadre, dans les conditions de l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S.

24.2. Résiliation du fait de l'UCANSS

L'accord-cadre peut être résilié, à tout moment, à la seule initiative de l'UCANSS et en l'absence même de faute du Titulaire, dès lors que :

- le Titulaire se trouve dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure ;
- la hausse des prix par ajustement dépasse 5 %.

La résiliation de l'accord-cadre est notifiée au Titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, laquelle indique la date effective de résiliation. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité.

L'UCANSS peut également faire application des articles 39, 40 et 42 du C.C.A.G.-F.C.S.

ARTICLE 25 : DROIT ET LANGUE

La loi française est seule applicable au présent accord-cadre.

Tous les rapports, documentations, livrables, correspondances et factures de toutes natures relatifs au présent accord-cadre doivent être rédigés en français.

ARTICLE 26 : LITIGES

Tout différend fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre IV relatif à l'arbitrage du nouveau Code de procédure civile.

Si les parties ne sont pas parvenues à un règlement du différend soit par la voie amiable décrite aux 1 à 3 de l'article 46 du C.C.A.G.-F.C.S., soit par le recours aux voies de règlement décrites au 4 dudit article 46, les tribunaux judiciaires seront seuls compétents dans tous les cas par dérogation au 5 dudit article 46.

Le tribunal compétent pour tout règlement juridictionnel d'un litige né de l'exécution de l'accord-cadre est le Tribunal judiciaire, pour les organismes de droit privé, situé dans le ressort du siège de chaque organisme exécutant l'accord-cadre.

Pour les Caisses Nationales, organismes de droit public, le tribunal compétent est le tribunal administratif.

ARTICLE 27 : PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire de l'accord-cadre, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre de la présente consultation dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

ARTICLE 28 : STATISTIQUES ET SUIVI DE L'ACCORD-CADRE

Par le biais de l'applicatif ACDF, le titulaire transmet sous format dématérialisé (tableur) à l'UCANSS, des tableaux statistiques, après chaque fin de semestre de toutes les données liées à la facturation par organisme au titre de l'accord-cadre.

Le titulaire de l'accord-cadre devra ainsi déposer sur l'appliquatif ACDF à minima 2 fois par année d'exécution de l'accord-cadre concerné, les données facturées sur le fichier qui sera téléchargeable sur ce même outil et présenté en annexe du C.C.A.P.

En effet, dans le cadre du suivi de l'accord-cadre, un recensement des données achats sera réalisé 2 fois par an :

- 1ère demande : données du 1er semestre (1er janvier au 30 juin) ;
- 2ème demande : données annuelles (1er janvier au 31 décembre).

Données précises : chiffres d'affaires annuel (à l'anniversaire, avant COPIL ou année civile) par branche, organisme, par type de prestations.

Ces demandes sont précisées sur l'appliquatif ACDF dès que la période intéressée est échue à savoir :

- Vers la mi-août pour le 1er semestre ;
- Vers la fin janvier pour les données annuelles (réponse à apporter après arrêté des comptes).

Support : il s'agit d'un Fichier Excel au format XLSM avec macros à compléter ; un fichier par marché et un onglet par lot. Ce fichier est à télécharger et à déposer sur l'appliquatif ACDF.

Un lien d'accès ainsi que des identifiants seront adressés dès notification de l'accord-cadre avec une vidéo de présentation de l'outil pour une meilleure prise en mains.

Ce fichier doit être renseigné dans le respect des macros installées avant d'être déposé sur l'appliquatif ACDF. Si le fichier est dûment complété son statut sera « validé » s'il y a des éléments manquants son statut sera à l'état « brouillon ». Dans ce dernier cas, le titulaire aura des informations sur les données manquantes ou erronées afin de pouvoir le compléter.

Un suivi d'accord-cadre (comité de pilotage) sera mis en place avec le titulaire afin de dresser un bilan tous les semestres sur le fonctionnement général de l'accord-cadre.

Des statistiques spécifiques peuvent aussi être demandées par l'UCANSS à tout moment, et dans ce cas, les parties conviennent du délai pour les réaliser qui n'excèdera pas 3 semaines à compter de la date de la demande.

Ces mêmes données doivent également être transmises à chaque coordonnateur national de branche, et chaque organisme bénéficiaire pour le périmètre qui le concerne sur simple demande du coordonnateur national ou du correspondant de l'organisme.

ARTICLE 29 : DÉROGATIONS AU C.C.A.G.-F.C.S.

Article du C.C.A.P.	Article du C.C.A.G.-F.C.S.	Objet de la dérogation
Article 7.4	Article 3.7.1	Modalités d'émission des bons de commande
Article 8	Articles 27 à 30	Modalités de vérification et admission des prestations
Article 10.3	Article 11.9	Modalité de transmission des factures

Article du C.C.A.P.	Article du C.C.A.G.-F.C.S.	Objet de la dérogation
Article 14.1	Article 14.1.1	Modalités de calcul des pénalités de retard
Article 26	Article 46.5	Tribunaux judiciaires compétents